Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 95

p.a.f. 0,80 € - octobre 2019

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la crise capitaliste!

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Les incendiaires sont chez nous

Une attaque a mis à l'arrêt d'importantes installations pétrolières d'Arabie saoudite, l'équivalent de 5 % de la production mondiale de brut. Cela va à coup sûr leur donner un prétexte pour faire grimper le prix de l'essence à la pompe ici.

Cette attaque est un des épisodes de la guerre meurtrière que mène l'Arabie saoudite au Yémen, dans le cadre de sa rivalité avec l'Iran. Mais la responsabilité essentielle de cet affrontement revient aux grands pays impérialistes, États-Unis en tête, qui dressent les puissances régionales les unes contre les autres pour maintenir leur influence au Moyen-Orient. Mais aussi la Belgique qui l'alimente en vendant de l'armement.

Les pays impérialistes n'ont jamais hésité à attiser ces conflits meurtriers.

Actionnaires de Total : Pour eux ça gaze

De plus en plus de personnes comptent chaque litre d'essence qu'elles peuvent mettre dans leur réservoir, alors que Total annonce une hausse des dividendes de 5 à 6 % pour ses actionnaires. Selon la presse, Total devrait leur distribuer quelque 8 milliards de dollars cette année…

Avec une part estimée de 3 à 5% des actions à travers ses holdings, la famille Albert Frère à elle seule, empoche entre 250 et 400 millions d'euros. Voilà où part notre argent.

Aucune confiance à avoir

5 000 personnes ont manifesté à Rouen pour réclamer plus de transparence sur les risques encourus suite à l'incendie de l'usine Lubrizol. Il y a en effet de quoi être inquiet devant les informations données au compte-goutte par les autorités françaises.

On a appris qu'une entreprise contiguë avait aussi brûlé. L'usine a déjà connu des accidents, dont le relâchement d'un produit à l'odeur d'oeuf pourri qui avait incommodé toute la région. Une usine Lubrizol, près du Havre, a subi un incendie le 3 septembre dernier, obligeant à venir une cinquantaine de pompiers...

Et, selon un ancien employé, chaque nouvel embauché signe une clause de confidentialité : il n'a le droit de rien dire. Effectivement, aucun salarié de Lubrizol n'a encore révélé quoi que ce soit. Tant que les patrons pourront imposer l'omerta, leurs profits seront protégés... et le pire sera à craindre.

La sécurité commence par le droit pour les salariés de parler.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal : 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € / 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Gouvernement flamand : un gouvernement de combat contre tous les travailleurs

La N-VA, le VLD et le CD&V ont présenté leur accord pour le gouvernement flamand. Les mesures contre les migrants en occupent une grande partie : pas de droit aux allocations familiales avant trois ans de présence légale en Flandre ; pas de droit d'accéder à une liste d'attente pour un logement social avant 10 ans ; 10 ans également pour accéder à la sécurité sociale ; obligation de suivre des cours de néerlandais et de « culture flamande » au prix de 180 € à payer par le demandeur d'asile et 180 € supplémentaires pour terminer les démarches… !

En s'en prenant ainsi aux travailleurs arrivés en dernier, ils prétendent défendre les intérêts des Flamands. Mais qu'y a-t-il dans ce programme pour les travailleurs ? Des économies sur les allocations fami-liales et la santé ! Le « job bonus » de 50 €/mois pour les salaires en-dessous de 2 500 € brut est déjà anéanti par la hausse de divers taxes et impôts.

Les riches, comme Fernand Huts, la famille Colruyt et d'autres, pourront continuer à mettre leur argent dans les paradis fiscaux, leurs entreprises continuent de bénéficier des baisses d'impôts, des rulings tout en leur faveur. Alors cela retombera d'une façon ou d'une autre sur les travailleurs.

Par contre, les mesures contre les travailleurs étrangers permettent aux entreprises qui les exploitent, de les exploiter encore plus, ce qui ne manquera pas de mettre les salaires de tout le monde sous pression.

En attaquant les migrants qui représentent la fraction la plus vulnérable de la classe ouvrière, le gouvernement attaque tous les travailleurs ! Jan Jambon l'a tout de suite prouvé en énumérant une panoplie de mesures contre les malades de longue durée et les chômeurs.

Toute personne qui perd son travail, devra s'engager à une recherche active d'emploi ou de formation après trois mois de chômage, sous peine de perdre son allocation de chômage ! Pourtant, les emplois sont de plus en plus rares, les entreprises n'arrêtant pas de licencier, les services publics de réduire leur personnel ! Et après deux ans au chômage, le travailleur pourra être obligé de fournir des travaux d'utilité publique... ce qui viendra encore réduire les emplois payés au salaire de la profession. Les malades de longue durée doivent souscrire un plan de réintégration dès le 3ème mois de maladie. Mais on sait aujourd'hui ce qui se cache derrière cet « accompagnement » : la possibilité pour l'employeur de se débarrasser d'un travailleur malade et usé par le travail, sans même devoir payer le préavis ! C'est offrir la peau des travailleurs au patronat !

Les difficultés des travailleurs sont le dernier des soucis de ce gouvernement, il le montre en annonçant la suppression du statut de fonctionnaire… pour mieux diminuer le personnel dans les services publics. Et bien sûr, il n'y a pas un mot contre les licenciements chez KBC… qui a pourtant pu bénéficier d'aides publiques.

Il ne se soucie pas plus des 155 000 personnes qui attendent un logement social. Dans les 300 pages de l'accord de gouvernement flamand, il n'y a aucun chiffre, ni pour le nombre de logements à construire, ni pour les moyens financiers nécessaires. Par contre bien pour les projets immobiliers de prestige.

Aucun travailleur en Flandre n'a voté pour ce programme anti-social ! Et les travailleurs en Wallonie, avec une coalition qui se dit de gauche, ne sont nullement mieux protégés. Certes, PS et Ecolo ont moins insisté sur les sanctions à l'encontre des chômeurs qu'ils veulent « réintégrer au marché du travail ». Ils ne tiennent pas de discours aussi abjects contre les migrants. Mais toutes les mesures anti-sociales imposées par les gouvernements précédents et parfois impulsés par la N-VA, sont appliquées en Wallonie : le nombre de chômeurs sanctionnés ou exclus dépasse largement les chiffres de la Flandre, le saut d'index a été appliqué dans la fonction publique wallonne aussi, et c'est sous les balles d'un policier wallon que la petite Mawda a trouvé la mort.

Que le PS se mette d'accord avec la N-VA ou pas, il en sera de même cette fois-ci !

Au nord comme au sud du pays, le patronat et les gouvernements à leur service mènent une véritable guerre sociale contre ceux qui ont sué leurs fortunes, de l'employé de banque licencié, en passant par les travailleurs de la santé, de l'enseignement, de Bpost ou des transports qui croulent sous la charge de travail jusqu'au plongeur sans-papier dans la cuisine d'un restaurant étoilé ! Il est temps de préparer la riposte, tous ensemble !

Le 1er octobre 1949 : proclamation de la République populaire de Chine

L'État chinois célèbre son septantième anniversaire avec le drapeau rouge et la dénomination communiste, sous les yeux des 373 milliardaires chinois, des deux cents millions de prolétaires exploités dans les usines, des centaines de millions de paysans et de pauvres des villes. Non seulement ce régime n'a rien à voir avec le communisme, mais, à sa naissance en 1949, Mao et ses compagnons avaient abandonné depuis longtemps cette perspective.

Au début du 20e siècle, l'empire chinois était depuis longtemps dépecé par les puissances impérialistes. La majorité de la population était formée de paysans sans terre soumis à une minorité de propriétaires. La classe ouvrière était concentrée dans quelques villes de la côte, dans des usines dirigées par les impérialistes. La Chine était en proie à des guerres incessantes entre bandes armées, les seigneurs de guerre, chacun contrôlant un territoire dont il pressurait la population.

Les débuts du Parti communiste

Sous l'impulsion de la Révolution russe, le Parti communiste chinois se créa en 1921. Très peu nombreux, ses militants firent le choix, sur les conseils de la 3e Internationale, de rejoindre le parti nationaliste, le Kuomintang, où ils commencèrent à organiser la classe ouvrière. En 1925, s'ouvrit une période révolutionnaire, qui dura deux ans. Le jeune PCC fut poussé par l'Internationale communiste, désormais sous la tutelle de la bureaucratie, à rester sous la direction du Kuomintang du général Tchang Kaï-chek, empêchant ainsi



Entrainement de la milice ouvrière en 1927

la classe ouvrière d'avoir une politique indépendante de la bourgeoisie. Quand Tchang Kaï-chek se retourna contre ses anciens alliés, les travailleurs, désarmés politiquement, furent incapables de se défendre. Les militants communistes furent massacrés et ceux qui échappèrent à la répression se réfugièrent dans les campagnes. Ils y menèrent une guérilla contre les troupes de Tchang Kaï-chek en recrutant une armée paysanne. Abandonnant les villes, et par là-même la classe ouvrière, Mao et ses compagnons renonçaient donc au communisme quels que soient le vocabulaire et le drapeau qu'ils ont continué à arborer.

L'occupation japonaise

À partir de 1931, commença l'occupation japonaise de la Mandchourie puis d'une grande partie de la Chine. Elle devait durer jusqu'en 1945. En 1934-1935, le PCC se plaça à nouveau sous la direction du Kuomintang pour former une union nationale contre l'occupation japonaise. Il s'était engagé à faire respecter la propriété foncière en échange de l'intégration de ses troupes dans l'armée du Kuomintang et d'une participation à la direction des opérations. Le Kuomintang ne cessa jamais de réprimer les communistes mais le PCC, avec Mao à sa tête, accepta de contenir les revendications des paysans.

Ces années, extrêmement dures pour la population chinoise vivant sous occupation, furent celles du renforcement du PCC. Ils étaient les seuls à mener la guerre aux Japonais et à respecter la population paysanne. De ce fait, ils recrutèrent des milliers de paysans et de jeunes citadins écœurés par l'incurie et le comportement des troupes du Kuomintang. Le Parti communiste, de 40 000 membres en 1937, atteignit 1 200 000 membres en 1945 ; ses troupes passèrent de 92 000 hommes à 910 000.

À partir de l'année 1942, le gouvernement américain arma le Kuomintang et le finança. Les Américains défendaient la mise en place d'un gouvernement de coalition entre le PCC et le Kuomintang. Seulement ce dernier ne l'accepta pas et ses troupes poursuivirent le combat contre les communistes tout comme elles l'avaient fait pendant la guerre contre les Japonais. Quant à l'Union soviétique, elle respecta l'engagement pris auprès des Américains de reconnaître le gouvernement de Tchang Kaï-chek, re-



Mao arrivé au pouvoir en 1949

fusant toute aide aux troupes de Mao.

Le PCC face à la révolte des paysans

Dans les campagnes, la révolution grondait. La population s'élevait contre les seigneurs de guerre et propriétaires terriens qui avaient collaboré avec l'occupant japonais. La soif de terres des paysans rendait la situation explosive. Dans les zones qu'il dirigeait, le PCC tenta de calmer les masses, de les retenir. Il le fit tant que l'espoir d'un gouvernement de coalition dura. Mais à la mi-1946, la lutte armée entre le Kuomintang et le PCC reprit. À l'été 1946, le Parti communiste décida de prendre la tête de la révolution paysanne. Devant un ennemi quatre fois plus équipé que lui, soutenu par l'impérialisme, sa seule chance de l'emporter était de s'appuyer sur la révolte des paysans. Au fur et à mesure de leur avancée, ses armées organisèrent le partage des terres. Elles s'attaquèrent au joug des traditions, s'appuyant sur un mouvement de révolte des femmes. Les troupes de Tchang Kaï-chek pillaient, violaient, tuaient, traitant la population paysanne comme un ennemi accusé de pactiser avec les communistes. Les troupes communistes, animées d'idéaux, renforcées par des paysans qui se battaient pour la terre, réussirent à reprendre le terrain et gagnèrent de larges pans de la population.

À l'approche de la victoire du PCC, ses dirigeants repoussèrent à nouveau la réforme agraire pour ne pas s'aliéner la bourgeoisie et les propriétaires terriens. Le PCC défendait l'alliance de toutes les classes, c'est-à-dire une politique opposée à l'émancipation des exploités. Conquérant les villes les unes après les autres, méfiants vis-à-vis de la classe ouvrière, il appelait les travailleurs au calme, c'est-à-dire à la passivité. Le parti de Mao, issu d'un embryon de parti ouvrier au début des années 1920, était devenu un appareil nationaliste, capable de se placer à la tête d'une révolution paysanne, mais sans jamais contester les rapports de propriété capitalistes.

Mao au pouvoir

Une fois Pékin tombé, Mao proclama la République populaire de Chine sans attendre la fin de la guerre. Les puissances étrangères, en particulier les États-Unis, cessèrent toute relation avec le nouveau gouvernement dans le contexte de la guerre froide. Pendant deux ans, Mao tenta vainement d'associer la bourgeoisie au développement du pays. Cette dernière put fuir à Taïwan en gardant sa fortune. En 1951-1952, l'État prit en main l'économie afin de tenter de développer le pays par ses propres forces.

Cette politique, passant sur les os des exploités chinois, a permis un développement industriel qui a fait du pays, après que celui-ci eut rétabli des liens avec les pays occidentaux, l'atelier du monde. Mais, si la Chine est redevenue une grande puissance, elle n'est toujours pas sortie du sous-développement, et encore moins de la dépendance au marché mondial, c'est-à-dire à l'impérialisme.



Une société de classes intégrée dans l'ordre impérailiste du monde



Du journal Lutte Ouvrière

Une société à irresponsabilité illimitée

22 000 salariés à la rue, 600 000 clients qui se demandent comment ils vont être rapatriés dans leur pays d'origine… Voilà le bilan non exhaustif de la mise en faillite de Thomas Cook.

Cela faisait des mois que la compagnie Thomas Cook se débattait au bord de la faillite mais sans aucune gêne elle a continué à vendre ses produits et à empocher des centaines de millions d'euros, en sachant pertinemment dans quelle situation ses centaines de milliers de clients allaient se retrouver… et en comptant sur l'État pour les rapatrier.

Ce résultat découle d'une des règles de base du capitalisme, à savoir l'irresponsabilité des actionnaires au cas où les choses tournent mal. Ce sont les profits au privé et les dettes au public. Ce ne sont pas les capitalistes qui payent les pots cassés de leur système. Ce sont les travailleurs, les clients, la planète…



Dans la crise qui s'aggrave, il n'est pas du tout impossible que d'autres entreprises suivent le même chemin. Nous ne pouvons pas nous résigner à être les victimes. Il faut se préparer à exproprier les irresponsables !

Audi / VW - Forest

Batterie déchargée

Après des mois de vendredis chômés, voici les samedis travaillés ! Le moteur de l'E-Tron ne supporterait pas des changements de régime aussi brutaux. En tout cas, c'est net : l'autonomie de nos batteries ne permet pas 48 heures à l'usine !

Un peu de respect

Jeudi 12 septembre, en équipe 1, plusieurs ateliers ont débrayé suite à l'annonce de la direction de vouloir nous faire travailler le samedi 5 octobre. Il n'a pas fallu plus d'une heure de débrayage pour leur faire retirer ce projet… jusqu'au samedi suivant bien entendu. Mais voilà le langage que comprend la direction, si on veut se faire respecter.

Dire stop à la flexibilité patronale

En annonçant ce samedi travaillé seulement le 12 septembre, la direction n'a même pas respecté le délai d'un mois pour annoncer un samedi travaillé. Et après, ce sera quoi ? Prévenir à 17 heures qu'on devra travailler jusqu'à 23 heures ? Ne rigolons pas. Cela se fait déjà chez Toyota à Valenciennes !
On a toutes les raisons de dire stop !

Quitter son lit pour ça?

L'alternative proposée aux samedis par les syndicats serait d'installer une équipe de nuit. Hého ! Ça va pas ! La nuit, c'est pour dormir, pas pour produire des voitures de luxe !
Les problèmes techniques et logistiques qui sont la cause des retards sont dus à la chasse aux coûts pour augmenter les profits. Les dirigeants de l'entreprise ont préféré la sous-traitance en cascade et des solutions bon marché pour baisser les coûts partout. Et maintenant, ils comptent rattraper le coup en sacrifiant notre santé.
Mais si on refuse, ils disent qu'ils feront moins de profits et qu'ils fermeront l'usine ? Alors que choisit-on devant ce chantage ? Laisser sa santé dans l'exploitation ? Ou pourrir au chômage ? Comme pour tous les chantages, si on ne se prépare pas à le refuser, on aura les deux !

On veut du concret

La direction fait miroiter 150 CDI… sans cependant se laisser aller à donner la moindre garantie. C'est des contrats qu'il nous faut, pas des carottes. On n'est pas des végétariens. Faut-il montrer nos dents ?

22 septembre 2019

Ça ne passe pas

Le samedi passé à l'usine pour rattraper les retards… et se retrouver en panne pendant trois heures lundi ? Ca ne fait pas rigoler !

7 octobre 2019

Grève chez General Motors aux Etats-Unis



Début octobre, 46 000 travailleurs de General Motors étaient en grève depuis 3 semaines, contre des fermetures annoncées et pour les salaires. La direction a tenté un coup de force dès le deuxième jour de grève en annonçant qu'elle résiliait les contrats d'assurance maladie de tous les grévistes. Cela n'a fait que renforcer la colère et le nombre des grévistes, tant et si bien qu'elle a été obligée de renoncer publiquement à ses menaces.

La grève est populaire et la solidarité s'organise autour des piquets. Des habitants, des retraités de l'entreprise, des travailleurs d'autres entreprises viennent apporter leur soutien moral et matériel. Des groupes de travailleurs de Ford ou de Fiat-Chrysler rendent visite aux grévistes sur les piquets.

Mais l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile qui a lancé la grève sur l'ensemble de GM, met les travailleurs des deux autres grandes entreprises de l'automobile en attente. Il ne veut manifestement pas d'une grève générale des « trois grands », qui serait une déclaration de guerre à toute la bourgeoisie et pourrait devenir une véritable offensive du monde du travail contre les reculs incessants qui lui ont été imposés depuis plus de quarante ans !

Dans l'automobile, les patrons, avec la complicité des dirigeants syndicaux, ont supprimé l'indexation des salaires sur les prix, alors qu'il y avait une forte inflation ; ils ont divisé par deux la paye des nouveaux embauchés pour le même travail ; ils ont supprimé les protections contre les périodes de chômage ou de diminution des heures travaillées ; ils ont imposé des heures supplémentaires qui ont remplacé les week-ends, tout en diminuant le paiement de ces heures. Les effectifs des usines ont fondu, pendant que les profits des actionnaires s'envolaient.

Cette fois, la grève est bien partie et les travailleurs ne veulent pas lâcher. L'enjeu de la grève est tel que le sort de l'ensemble des travailleurs des trois grands constructeurs en dépend. Et si les travailleurs de Ford et de Chrysler viennent soutenir leurs camarades grévistes, c'est bien qu'ils sentent qu'ils auraient tout intérêt à ne pas attendre en spectateurs les résultats du match.

Tout est à nous !

En 4 jours, plus de 950 000 personnes ont fait un don par SMS à la famille de la petite Pia pour lui permettre d'être soignée avec un médicament vendu à 1,9 millions d'euros aux Etats-Unis. Un formidable élan de solidarité qui montre une fois de plus que la solidarité existe, que spontanément, beaucoup de gens trouvent normal d'aider, de se préoccuper de ceux qui ont besoin d'aide.

Le Zolgensma, vendu par la firme Novartis, est actuellement le médicament le plus cher du monde et jusqu'à présent disponible seulement aux Etats-Unis. Pourquoi est-il si cher ? Parce que la recherche a coûté très cher au géant pharmaceutique Novartis ? Pas du tout !

La recherche fondamentale, menée par des universités en France, a été financée en grande partie par des dons du Téléthon ! C'est seulement à partir du moment où la méthode pour corriger le gène, réalisée par l'équipe de recherche, a été suffisamment avancée pour laisser entrevoir un produit commercialisable que l'affaire a intéressé un laboratoire privé, en l'occurrence la start-up AveXis créé à cet effet. AveXis a acquis le brevet à 13 millions d'euros en mars 2018. Pour se faire racheter un mois plus tard par Novartis à 7,7 milliards d'euros ! Au même moment, Novartis a distribué 7,27 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2018, en augmentation de 78% en 10 ans.

Alors maintenant que les principaux investissements de recherche ont abouti, les actionnaires de Novartis s'apprêtent à encaisser les profits ! Entre autres la famille Sandoz-Landolt, qui compte parmi les plus grandes fortunes de Suisse. Et comme la maladie est plutôt rare (un bébé sur 10 000, sans compter bien sûr les naissances dans les pays pauvres où ce médicament ne sera même pas commercialisé), ils ont fixé un prix scandaleusement élevé.

Ce prix n'a rien à voir avec les efforts fournis, et encore moins avec les intérêts des malades, la seule chose qui compte pour ces entreprises, c'est le profit !

La solidarité et la générosité des gens, l'effort des chercheurs, des techniciens de labo, des ouvriers qui vont réaliser la production, le transport et la distribution du médicament, mais aussi la sécurité sociale financée par les salaires de l'ensemble des travailleurs, le travail des médecins, des hôpitaux et de leur personnel soignant… tout cet effort humain est spolié pour l'enrichissement personnel d'une poignée d'actionnaires. Actionnaires qui n'ont pourtant contribué en rien à ce résultat formidable !

L'affaire du médicament contre la maladie rare de l'amytrophie spinale est emblématique de cette mise en coupe réglée des formidables capacités de l'humanité par une très petite minorité de très riches parasites capitalistes. Propriétaires des capitaux et des moyens de production, ils ont le pouvoir de détourner l'effort humain pour leurs intérêts à court terme…

De quel droit ?! A l'origine des grandes fortunes, on trouve rarement l'inventeur génial, mais souvent celui qui détient le brevet. Une pratique qui n'a commencé à se généraliser pour les médicaments que dans les années 1960. Bien des vaccins développés avant, n'étaient pas couverts par un brevet, ne pouvaient pas être privatisés, cela aurait même paru aberrant. Car les grandes découvertes sont toujours basées sur les découvertes et inventions qui les ont précédées. Qu'une idée se réalise, est toujours le résultat d'un effort collectif.

A l'origine des fortunes de ces actionnaires des géants du pharmaceutique, mais aussi de l'automobile, de l'aviation, de la télécommunication, de l'informatique, de l'agro-alimentaire… il y a le travail volé de générations de travailleurs dans le monde, obligés de travailler contre un salaire bien moindre que la valeur des richesses créées par leurs cerveaux et leurs mains… quand l'esclavage ou le travail forcé n'est pas leur lot.

C'est ce vol capitaliste érigé en système qui est à l'origine de tous les problèmes auxquels fait face l'humanité : du chômage et des salaires trop bas jusqu'à la destruction de l'environnement, en passant par les guerres.

« Expropriez les expropriateurs ! » était une des devises du mouvement ouvrier au 19ème siècle et cela doit redevenir notre perspective aujourd'hui. C'est la condition pour mettre l'économie sur des bases humaines où elle est soumise aux intérêts du plus grand nombre et non aux intérêts privés de quelques-uns. Nous en avons les moyens. Car nous sommes celles et ceux qui créent toutes les richesses. Nous savons tout faire, car nous faisons déjà tout : de la production jusqu'à la recherche. Et ce n'est pas tout. Nous avons aussi la solidarité, la capacité du don de soi, qui nous rendront mille fois plus fort que la poignée de capitalistes qui nous étrangle aujourd'hui !

Les caisses des communes sont vides. Mais ce n'est pas aux travailleurs de payer !

Des militants et sympathisants de Lutte Ouvrière se sont joints au rassemblement à l'appel du PTB pour protester contre l'augmentation des impôts à La Louvière et toutes les mesures d'austérité prises par la ville.

Le bourgmestre a expliqué que l'augmentation de l'impôt, et bien d'autres mesures pour faire des économies et retrouver des rentrées financières sur le dos de la population, était inévitable :

Le « tax shift » du gouvernement fédéral fait perdre de l'argent aux communes : 1 million d'euros en moins pour La Louvière pour cette année, et cela augmentera chaque année. Pour rappel, le « tax shift » prévoit la baisse des impôts sur les sociétés qui est passé de 33,9 à 25%, à 20% pour les PME. Voilà comment l'argent qui manque aux communes gonfle les profits des patrons.

Pour ceux qui gagnent leur vie en travaillant, survivent au chômage ou avec une pension, le « tax shift » prévoit aussi une baisse des impôts à hauteur de maximum 100 € par mois. Cette mesure qui était censée « compenser » le « gel des salaires et le saut de l'index » devrait être appliquée l'année prochaine… si le prochain gouvernement ne revient pas en arrière pour combler son déficit. Mais voilà que ce qu'on reçoit d'une main, est repris par l'autre. Monsieur Gobert estime qu'en passant de 8,5 à 8,8% d'impôt communal, la commune récupérera 40% de ce petit plus pour les ménages, mais il y a aussi le reste : les parkings, les poubelles, les frais scolaires plus importants, le cadastre, les amendes plus nombreuses, …

De plus, dit le bourgmestre, la population de La Louvière a certes augmenté, mais cela ne rapporte pas plus à la commune, parce qu'en même temps, toute une partie de la population s'est appauvrie. Pour cette même raison, à cause des limitations des droits au chômage, le nombre de gens qui dépendent du CPAS a augmenté de presque 60%. C'est autant de dépenses en plus pour la commune via son CPAS. Et le président du CPAS d'expliquer que de plus en plus de travailleurs actifs font appel au CPAS, car les salaires sont trop bas !

C'est donc clair : contre la hausse des impôts et pour doter les communes des budgets nécessaires, il faut résoudre le problème du chômage en partageant le travail existant, et augmenter les salaires !

Il faut un travail et un salaire correct pour tout le monde. L'argent pour cela existe dans les coffres-forts des grandes entreprises et des grands actionnaires. Ne comptons pas sur les politiciens au service du système, mais sur notre mobilisation et notre organisation!

Les larbins et leurs maîtres

Les travailleurs ont raison d'être en colère contre le PS. Mais si les larbins sont dégoûtants, ils sont surtout là pour qu'on oublie leurs maîtres ! Qui a condamné cette région au chômage et à la misère ? C'est la famille Boël et d'autres industriels qui ont fermé les usines quand la finance semblait plus prometteuse de profits que l'acier. Leurs fortunes, qu'ils ont accumulées sur le travail de générations de travailleurs en laissant derrière eux un champ de ruines industriel et social, sont intactes et ont fructifié sur le labeur de travailleurs dans le monde entier. La famille Boël compte parmi les 10 plus grandes fortunes de Belgique. C'est à eux de payer, pas à nous !



Une grande fortune... qui a laissé un champ de ruines derrière elle